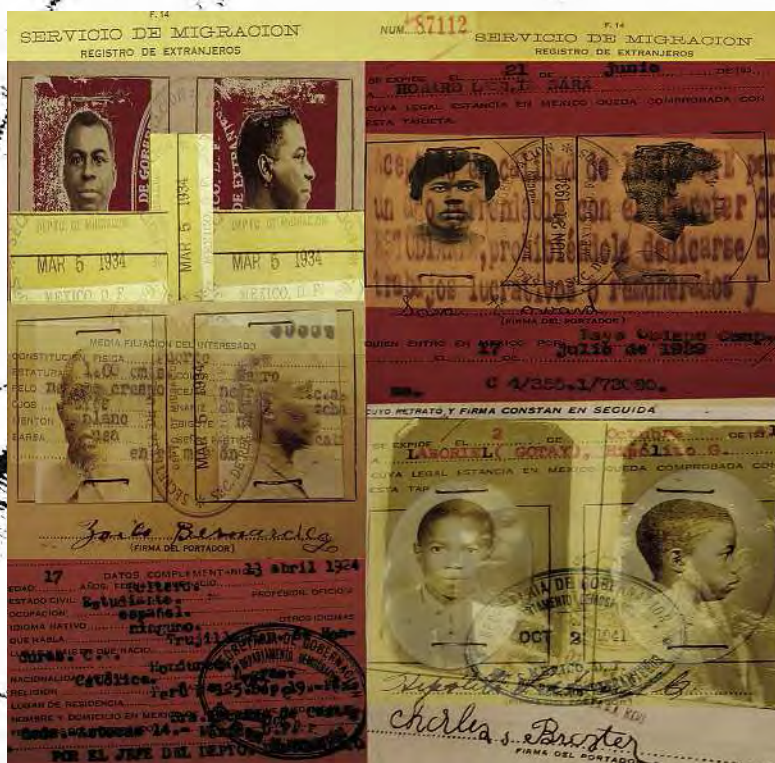


Elisabeth Cunin

ADMINISTRER LES ÉTRANGERS AU MEXIQUE

Migrations afrobéliziennes dans
le Quintana Roo (1902-1940)



Esclavages

IRD - KARTHALA

Le Territoire de Quintana Roo, au sud-est du Mexique, à la frontière avec le Belize, naît en 1902. Le premier défi des autorités locales et nationales est de mettre en œuvre des mesures pour attirer de nouveaux habitants. Et pour les définir. Dans cette région périphérique, le peuplement constitue un enjeu stratégique d'affirmation de la souveraineté et de l'identité nationales, amenant à imposer les caractéristiques raciales et nationales de la population.

Cet ouvrage propose une sociologie historique portant à la fois sur la racialisation des politiques migratoires, l'instauration de mesures d'intégration et de développement de la région (expéditions scientifiques, accès aux terres, type d'exploitation foncière) et les négociations entre administrations du centre (Mexico) et de la périphérie (Payo Obispo - Chetumal). En s'intéressant à l'émergence d'une nouvelle entité politico-administrative à la marge de la nation et en inscrivant le Mexique au sein des sociétés post-esclavagistes marquées par les migrations de travailleurs afrodescendants, il s'agit ainsi d'introduire une altérité autre qu'indienne dans les réflexions sur la nation, le métissage et la race, à partir du cas de l'étranger noir.

Cette recherche revient sur les logiques d'inclusion et d'exclusion propres aux politiques de métissage dans le Mexique post-révolutionnaire, en proposant un double décalage: étudier la place des populations noires plus que celle des indiens; se centrer sur l'immigration plus que sur l'autochtonie.

Elisabeth Cunin est chargée de recherche à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), actuellement rattachée à l'Unité de recherche Migrations et Société (URMIS) à l'Université Nice Sophia Antipolis, et membre du bureau du Centre international de recherches sur les Esclavages, CIRESC.



**ADMINISTRER LES ÉTRANGERS
AU MEXIQUE**

KARTHALA sur internet:
www.karthala.com
(paiement sécurisé)

Couverture : Migrations afrobéliziennes, 2014 @ Anabell Guerrero.
Conception graphique de la couverture : Anabell Guerrero.

© Éditions Karthala, IRD, 2014
ISBN (karthala) : 978-2-8111-1195-3

Élisabeth Cunin

Administrer les étrangers au Mexique

**Migrations afrobéliziennes
dans le Quintana Roo
(1902-1940)**

**IRD
44, bd de Dunkerque
13000 Marseille**

**Karthala
22-24, bd Arago
75013 Paris**

**CIRESC
105, bd de Raspail
75006 Paris**

« Esclavage »

Une collection née de l'association entre le Centre International de Recherches sur les Esclavages (CIRES) du CNRS et les éditions Karthala.

« Esclavages » :

- publie des recherches et des essais inédits de sciences humaines et sociales sur les traites, les esclavages, les situations d'esclavage et/ou leurs héritages contemporains ;
- souligne l'importance des représentations racialisées, qu'elles soient construites, héritées, réactualisées, revendiquées.

Un site d'information : <http://www.esclavages.cnrs.fr>

Directrice de la collection : Myriam Cottias

Comité éditorial : Cédric Audebert, Elisabeth Cunin, Céline Flory, Nahayeilli Juarez Huet, Paul Lovejoy, Hebe Mattos, António de Almeida Mendes, Dominique Rogers, Marie-Jeanne Rossignol, Ibrahima Thioub

Contact : <esclavages-editions@ehess.fr>

Titres parus dans la collection

- Myriam COTTIAS, Élisabeth CUNIN, António de ALMEIDA MENDES (éds.), *Les traites et les esclavages. Perspectives historiques et contemporaines*, Paris, Karthala, 2010, Collection Esclavages, 396 p.
- Richard PRICE, *Peuple Saramaka contre État du Suriname. Combat pour la forêt et les droits de l'homme*, Paris, Karthala, 2012, Collection Esclavages, 300 p.
- Jean HÉBRARD, *Brésil quatre siècles d'esclavage. Nouvelles questions, nouvelles recherches*, Paris, Karthala, 2012, Collection Esclavages, 368 p.
- Christine CHIVALLON, *L'esclavage, du souvenir à la mémoire. Contribution à une anthropologie de la Caraïbe*, Paris, Karthala, 2012, Collection Esclavages, 624 p.
- Henri MÉDARD, Marie-Laure DERAT, Thomas VERNET et Marie Pierre BALLARIN (éds.), *Traites et esclavages en Afrique et dans l'océan Indien*, Paris, Karthala, 2013, Collection Esclavages, 520 p.
- Olivier LESERVOISIER, Salah TRABELSI (éds.), *Résistances et mémoires des esclavages. Espaces arabo-musulmans et transatlantiques*, Paris, Karthala, 2014, Collection Esclavages, 264 p.

Sommaire

Remerciements	7
Introduction	11
Chapitre 1	
Le Territoire de Quintana Roo: frontière nationale, frontière ethnique	37
Chapitre 2	
Métissage, extranéité, race. La place des étrangers noirs dans l'idéologie nationale postrévolutionnaire	73
Chapitre 3	
Les politiques migratoires: débats, lois, décrets	95
Chapitre 4	
Entre catégorisations raciales et indifférence à la race. Naissance du Territoire de Quintana Roo (1900-1915)	129
Chapitre 5	
Le Mexique postrévolutionnaire (1924-1934). Racialisation et impuissance des politiques migratoires	159
Chapitre 6	
Normalisation des politiques. De la question raciale à la question nationale (1935-1940)	191
Conclusion	235
Bibliographie.....	235
Archives consultées	255
Listes des cartes, tables, photographies et graphiques	257

Remerciements

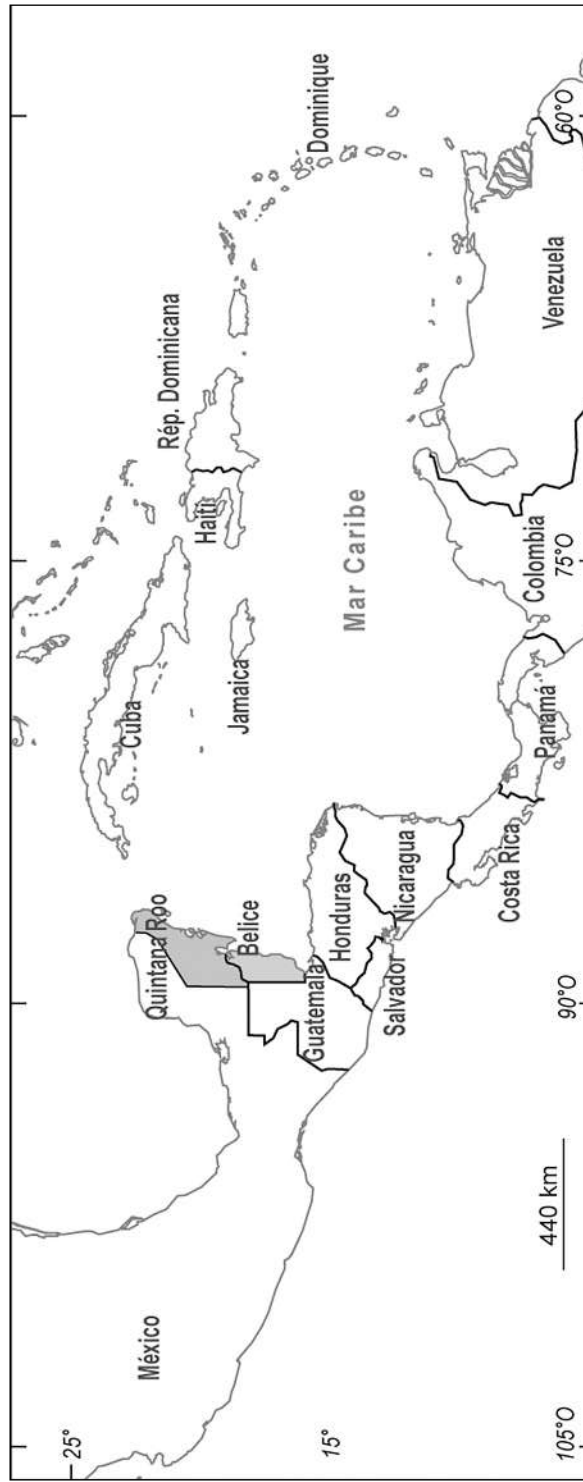
Mon séjour au Mexique a été réalisé dans le cadre de la convention de recherche « Inclusion et exclusion à la frontière : nation et altérité au Mexique et au Belize » liant le Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social (CIESAS¹), l'Universidad de Quintana Roo (UQROO), le Centre d'Études Mexicaines et Centre-Américaines (CEMCA) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD). Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien de ces institutions.

Cet ouvrage s'inscrit dans la continuité des recherches sur le Quintana Roo, menées notamment au sein de la UQROO, du CIESAS et de l'Instituto Nacional de Antropología e Historia (INAH), par Martín Ramos Díaz, Antonio Higuera Bonfil, Raúl Aristides Pérez Aguilar, Iván Jacobo Interian Ku, Martha Herminia Villalobos González, Gabriel Aarón Macías Zapata, Carlos Macías Richard, Allan Ortega. Ces collègues ont établi les bases d'une connaissance historique rigoureuse de la région et mené un travail titanesque d'identification d'archives, mises à disposition à Chetumal. Mes trois années passées dans la ville m'ont permis de mieux connaître leurs recherches, d'avoir accès à leurs archives et de leur poser d'innombrables questions. Elles ont également été l'occasion de vivre quotidiennement cette « mexicanité » vue de la frontière qui fait l'objet de ce livre.

Ce travail est également le résultat de deux programmes internationaux de recherche sur la traite, l'esclavage et leurs conséquences, menés entre 2008 et 2011 : le projet ANR-AIRD AFRODESC « Afrodescendants et esclavages : domination, identification et héritages dans les Amériques » et le Work Package 4 (WP4) « Constructing Otherness: Circulation and Identity in Europe and the Americas » du programme européen EURESCL (7^e PCRD) « Slave Trade, Slavery, Abolitions and their Legacies in European Histories and Identities ». Au Mexique et en France, les séminaires et réunions de travail ont largement alimenté ma réflexion qui doit beaucoup à María Elisa Velázquez, Nahayeilli Juárez, Christian Rinaudo, Gloria Lara, Gabriela Iturralde, Carlos Agudelo, Cristina Masferrer, Myriam Cottias, Cédric Audebert, Christian Poiret, Silvina Testa ; un remerciement tout particulier à Odile Hoffmann, qui a de plus grandement facilité mon intégration au Mexique. Plusieurs institutions ont porté ces programmes : l'IRD, l'INAH, l'Unité de Recherche Migrations et Sociétés (URMIS), le Centre International de Recherche sur les Esclavages (CIRES), l'Université de Nice.

1. Le CIESAS publie simultanément une version en espagnol de cet ouvrage.

Enfin, mes remerciements vont également aux responsables et personnels des archives et centres de documentation, dont la disponibilité et les conseils ont contribué à cette recherche : Archivo Histórico del Instituto Nacional de Migración, Archivo General de la Nación, Archivo Histórico Diplomático de la Secretaría de Relaciones Exteriores, Archivos de Terrenos Nacionales, Archivo General Agrario à Mexico et Chetumal, Archives de l'État de Quintana Roo, Casa de la Cultura Jurídica de Chetumal, centre de documentation Chilam Balam, bibliothèque de l'Université de Quintana Roo, Centro de Documentación sobre el Caribe, Belize Archives. Mes remerciements également à Ignacio Herrera, Cecilia Laval, Teresa Gamboa, Eddy Ortega à Chetumal.



Carte 1. Quintana Roo dans la Caraïbe
(réalisation IRD – cartographie).



Carte 2. Frontière Mexique-Belize
(réalisation IRD – cartographie).

Introduction

En 1974, Jesús Martínez Ross fut le premier gouverneur élu du nouvel État de Quintana Roo, à l'extrême sud-est du Mexique, à la frontière avec le Belize¹. Dans un ouvrage où il revient sur son mandat, il se livre à une réflexion sur l'histoire et la culture de l'État. Il le qualifie de « coin de mexicanité ardente »² (Martínez Ross, 1986 : 13), glorifie « l'héritage de la grande culture maya » (Martínez Ross, 1986 : 19) et rappelle que les habitants du Quintana Roo ont des « traits ethnographiques de quasi toutes les races qui constituent la mosaïque des groupes ethniques formant ce que les historiens qualifient généralement de Fédération de Anáhuac [nom en langue indienne nahuatl du Mexique] et qui appartiennent aujourd'hui au Pacte Fédéral » (Martínez Ross, 1986 : 24-25). Le gouverneur situe ainsi directement le Quintana Roo dans l'histoire du Mexique postrévolutionnaire s'alimentant notamment aux racines indiennes et au projet national *mestizo* (métis). Jesús Martínez Ross poursuit son analyse de l'identité du Quintana Roo. Elle incarne également le croisement entre les Mexicains venus, depuis le début du siècle, coloniser cette marge de la nation. « J'affirme que le Quintana Roo est l'Entité au sein de laquelle est résumée toute la République et dont la population est un véritable creuset. Le Quintana Roo est constitué démographiquement par des individus originaires de tous les États de l'Union, d'où son idiosyncrasie particulière en tant que population » (Martínez Ross, 1986 : 24).

Or l'histoire personnelle de J. Martínez Ross ne correspond pas à son récit officiel sur l'histoire de l'État. Ou n'y correspond qu'en partie. En effet, si Adela Ross, sa mère, est originaire du Chiapas, symbolisant ainsi la présence des familles mexicaines ayant migré vers le Quintana Roo, Pedro Manuel Martínez Arzú, son père, est né à Trujillo, sur la côte caraïbe du Honduras. Pedro Manuel Martínez Arzú est noir, garifuna³, arrivé en 1919 à Payo Obispo⁴, où il devient l'homme de confiance de Robert

1. Objet de rivalités entre la Grande-Bretagne et l'Espagne, le Belize devient la colonie du Honduras Britannique en 1862, puis reprend le nom de Belize en 1973 ; dans les archives mexicaines de la première moitié du xx^e siècle, on trouve indifféremment les termes Belize et Honduras Britannique. Par commodité, je conserverai uniquement le terme Belize.

2. J'ai traduit toutes les citations en espagnol et en anglais.

3. Population d'origine africaine et amérindienne ayant migré de l'île de Saint Vincent vers la côte caribéenne de l'Amérique centrale à la fin du xviii^e siècle.

4. Payo Obispo est le nom donné, jusqu'en 1937, à Chetumal, actuelle capitale de l'État de Quintana Roo. Par la suite j'utiliserai les termes Payo Obispo et Chetumal en respec-

Sidney Turton, dont le rôle fut fondamental, j'y reviendrai, dans l'exploitation des richesses forestières du Mexique et la migration de travailleurs afrobéliziens⁵. En d'autres termes, la trajectoire de Jesús Martínez Ross illustre aussi les migrations afrocaribéennes qui marquent la région, alors même que son discours contribue à effacer cette histoire et à l'intégrer dans une dynamique exclusive de métissage et de mexicanisation⁶.

On trouve, dans ces quelques détails de la trajectoire personnelle de Jesús Martínez Ross, le point de départ de cette recherche : comment, en moins d'un siècle, la population afrodescendante à Payo Obispo/Chetumal a-t-elle « disparu » de la mémoire collective locale au profit d'un consensus contemporain autour du récit national du métissage ? Cet « oubli » renvoie-t-il au statut d'étrangers de ces migrants ou à leur caractérisation en tant qu'individus noirs ? Au-delà des discours actuels, existe-t-il des éléments historiques qui nous permettent de mieux comprendre ces mécanismes de disparition ou d'absence ? Pour essayer de répondre à ces questions, je mènerai une sociologie historique de l'État, ou plus exactement de l'administration locale dans le Quintana Roo, dans la première moitié du xx^e siècle, au moment où se met en place une nation postrévolutionnaire⁷ qui vise à intégrer la population et unifier le territoire. Cette réflexion s'articulera alors autour de deux axes principaux : l'appartenance du Territoire de Quintana Roo aux sociétés post-esclavagistes marquées par les migrations de travailleurs afrodescendants ; la naissance d'une nouvelle entité politico-administrative et ce qu'elle nous apprend sur la construction du « nous » national, l'inclusion/exclusion des « autres » (noirs et étrangers) et l'idéologie du métissage qui sous-tend le récit national.

tant les appellations données dans les documents consultés. Pour une histoire de Payo Obispo-Chetumal, voir Ramos Díaz (1998).

5. Voir par exemple AGN, Dirección general de investigaciones políticas y sociales, 1934, exp. 130/508 a 552, caja 67, Carta del Agente de Migración de México al Jefe del Departamento de Migración, confidencial, 22 octobre 1934. « A Payo Obispo [R. S. Turton] est représenté par un noir hondurien appelé Pedro Martínez qui bénéficie de l'amitié et du soutien de toutes les autorités civiles et fédérales de l'endroit ». Officiellement enregistré comme comptable, P. M. Martínez Arzú a également été mulâtier dans les camps forestiers. Il a été nommé consul honoraire du Honduras à Chetumal et n'a jamais renoncé à sa nationalité hondurienne (entretien avec un de ses fils, Abraham Martínez Ross, 3 juin 2011). Sa fiche de migration du Registre National des Étrangers établie en 1934 le classe dans les individus de « race noire ». En décembre 1959, dans la fiche du Registre National des Étrangers de P. M. Martínez Arzú, dans la rubrique « signes particuliers » était ajouté à la main « race noire » (AIHNM, 1201110). Aujourd'hui un collège porte son nom dans le petit village de Melchor Ocampo.
6. Soulignons qu'un autre gouverneur de l'État de Quintana Roo (entre 1999 et 2005), Joaquín Hendricks, est lui aussi descendant d'un migrant afro-hondurien, venu de Tela (probablement d'une famille originaire de la Caraïbe anglophone).
7. La Révolution mexicaine commence le 20 novembre 1911, en réaction au long régime autoritaire de Porfirio Díaz. Guerre civile et instabilité politique se poursuivent tout au long des années 1910. La Révolution donne naissance à la Constitution de 1917 et à d'importantes mesures de redistribution des terres, de développement du système éducatif, de limitation du pouvoir clérical.

Le récit officiel de l'histoire du Quintana Roo

Pour devenir État à part entière de la Fédération mexicaine, en 1974, le Territoire du Quintana Roo a subi un développement démographique, économique, institutionnel accéléré à la fin des années 1960 et au début des années 1970. L'article 73 de la Constitution stipule en effet qu'un État doit compter avec une population supérieure à 80 000 habitants et disposer des bases économiques suffisantes pour générer ses propres revenus, couvrir les frais de l'administration publique de l'entité et assurer le bien-être économique et social de ses habitants. Les autorités locales et fédérales adoptent alors une politique de colonisation ambitieuse, attirant des milliers de migrants de tout le pays (Fort, 1979 ; Chenaut, 1989 ; Mendoza Ramírez, 1997, 2004, 2009). Deux projets économiques phare naissent : le pôle touristique de Cancún dans le nord du futur État et l'usine de canne à sucre dans le sud, à Álvaro Obregón, le long du Río Hondo, qui marque la frontière entre le Mexique et le Belize (sur les transformations d'ensemble du Quintana Roo, voir Torres Maldonado, 2000 ; Careaga Viliesid, Higuera Bonfil, 2011).

De fait, avec la création de l'État de Quintana Roo, il faut aussi lui « inventer », au sens d'Hobsbawm et Ranger (1983), une histoire et une identité. De nombreux écrits reviennent sur les caractéristiques du nouvel État. Une encyclopédie en 10 volumes (Xacur, 1998) et une géographie de l'État de Quintana Roo sont publiées (Escobar Nava, 1986 [1981]). Dans le bâtiment du Congrès de l'État sont écrites, en lettre dorées, les noms des principaux symboles de l'histoire locale : Cecilio Chi et Jacinto Pat, à l'origine de la Guerre des Castes, Othón P. Blanco, fondateur de Payo Obispo/Chetumal, Andrés Quintana Roo, qui donne son nom à l'État, le Comité pro-Territoire, ancêtre politique de l'État, Lázaro Cárdenas, président de la république ayant rétabli le Territoire, Javier Rojo Gómez, gouverneur, et Luis Echeverría Álvarez, président, qui ont facilité l'accès du Territoire au statut d'État. Parmi ces personnages historiques n'apparaissent ni les travailleurs forestiers, ni les premiers habitants étrangers. Le blason de l'État évoque son environnement naturel (soleil, vent, coquillage) mais aussi la forêt ; les symboles et les couleurs choisis sont rapportés à la culture maya, considérée comme l'« origine ethnique » du Quintana Roo. Une première génération d'historiens, dans les années 1970-1980, comme Juan Alvarez Coral, Francisco Bautista, Carlos Hoy, écrit une histoire patriotique, en valorisant certains événements sur lesquels je reviendrai dans cet ouvrage : le retour des réfugiés de la Guerre des Castes du Belize vers le territoire national, le Comité pro-Territoire en tant qu'embryon de la vie politique locale, l'ouragan Janet de 1955 comme une « tragédie biblique » (Bautista Pérez, 2004 : 9) qui donnera naissance à une nouvelle histoire, désormais absoute de ses « vices d'origine » (Bautista Pérez, 2004 : 58). L'historiographie locale construit aussi un récit des origines qui, sur le modèle de celui de La Malinche et d'Hernán Cortés, permet de

réconcilier histoire coloniale et précoloniale au nom de la naissance d'une société métisse. Chetumal est ainsi présentée, dans les discours politiques, culturels, touristiques, comme le « berceau du métissage ». L'histoire de Gonzalo Guerrero, marin espagnol échoué, au tout début du xvi^e siècle, sur la côte de la péninsule et recueilli par la population maya, devient le mythe fondateur de la capitale du nouvel État. Choissant de soutenir les Mayas plutôt que de repartir en Espagne, marié à une princesse indienne, Ix Chel Can, Gonzalo Guerrero est ainsi le père des premiers enfants *mestizos* du futur Mexique (Bautista Pérez, 1993 ; Hoy, 1998). À Chetumal, tous les documents de l'administration municipale portent un logo à l'effigie de Gonzalo Guerrero, un prix Gonzalo Guerrero récompense les plus hautes personnalités de l'État, une statue de Gonzalo Guerrero et sa famille accueille le visiteur à l'entrée de la ville, etc. Pour Ignacio Herrera Muñoz, chroniqueur de la ville : « pour les Mexicains, Gonzalo Guerrero est le Père du Métissage Mexicain, ce qui est un pléonasme » (Revue *Pionero*, Chetumal, octobre 2010, año 2, n° 22, p. 3), alors qu'Ix Chel Can, « mère du métissage », est largement tombée dans l'oubli. Pedro Bracamonte y Sosa et Gabriela Solís Robleda (2006 : 436) parlent ainsi d'un mythe dont la fonction est de « forger une identité collective qui permette d'englober la diversité complexe de la composition ethnique de la population mexicaine autour du concept de métissage ».

La deuxième composante de ce récit historique local est celle de la Guerre des Castes, l'une des plus importantes rébellions indiennes d'Amérique latine du xix^e siècle, opposant une partie de la population maya de la péninsule aux autorités mexicaines. Repliés autour de Chan Santa Cruz, aujourd'hui Felipe Carrillo Puerto, au centre du futur Territoire/État de Quintana Roo, les Mayas ont opposé une résistance du plus de 50 ans, s'alimentant notamment au culte de la « croix parlante » (*cruz parlante*). L'histoire officielle du Quintana Roo remonte ainsi à 1847, avec la geste héroïque des leaders mayas Cecilio Chi et Jacinto Pat qui lancèrent la Guerre des Castes. Cette dernière a également une autre conséquence : de nombreux habitants de la péninsule du Yucatán, fuyant les combats, ont migré vers le Belize voisin, alors en passe de devenir colonie britannique (en 1862), notamment dans les premières années de la guerre (1847-1858). Ceux que le gouvernement mexicain désignera par la suite de « réfugiés de la Guerre des Castes » sont au cœur des relations diplomatiques entre Mexique et Belize et viennent alimenter le récit historique local : dès l'affirmation de la présence mexicaine à la frontière, avec l'arrivée du vice-amiral Othón P. Blanco sur le site de la future Payo Obispo/Chetumal en 1898, le gouvernement mexicain a essayé de favoriser le retour de ces « réfugiés », qui seraient rentrés nombreux à l'appel de la patrie.

Ces deux mythes fondateurs sont véhiculés dès la fin des années 1910 par les expéditions scientifiques, puis surtout par les premiers intellectuels s'étant intéressés à la région (Menéndez, 1936 ; Rosado Vega, 1940) et par les historiens locaux (Alvarez Coral, 1971 ; Bautista Pérez, *s.d.*, 1987, 1993, 2004 ; Hoy, 1983, 1998) à partir des années 1970-1980. L'*Album*

monográfico de Gabriel Menéndez (1936), par exemple, est à la fois une chronique et un embryon de récit historique, élaboré à partir d'une succession de notes journalistiques de l'auteur sur les principaux personnages (Othon P. Blanco, José María de la Vega, Ignacio Bravo, etc.) et événements (Guerre des Castes, naissance de Payo Obispo, production du *chicle*, etc.) de l'histoire du Quintana Roo. L'ouvrage se présente comme une œuvre patriotique, visant à transformer l'image du Quintana Roo, et donne vie à certaines des représentations qui font désormais partie de l'histoire officielle du Quintana Roo. Il transmet ainsi une vision héroïque des premiers habitants du Territoire, défendant la nation jusque dans ses confins les plus lointains. Les fondateurs de Payo Obispo sont les réfugiés de la Guerre des Castes qui, après 50 ans d'une migration considérée comme un exil, n'ont pas oublié leurs racines et profitent de la première occasion pour revenir au Mexique.

Il ne s'agit pas de contester ce récit mais de rappeler qu'il est le produit d'une histoire officielle s'imposant à un moment donné, d'un régime d'authenticité lui-même situé dans le temps : le nationalisme de l'époque Cárdenas puis l'affirmation identitaire associée à la naissance du nouvel État. Comme le rappelle Jonathan Friedman (1992 : 196) le discours historique est simultanément un discours identitaire : « history is precisely the organization of the past in terms of the present situation (i.e. the construction of identity), then culture is the organization of the present in terms of a past that is already organized by the present ». Le récit local inscrit le Quintana Roo dans le récit de l'histoire nationale postrévolutionnaire (quête d'autonomie, patriotisme) et *mestiza* (fusion des populations indiennes et espagnoles), justifiant son incorporation nationale⁸. C'est ainsi que le discours officiel interprète la Guerre des Castes comme l'acte de naissance du Territoire du Quintana Roo, oubliant au passage qu'elle fut en grande partie dirigée contre le pouvoir mexicain ; c'est ainsi également que ce récit ignore la présence de migrants afrocaribéens au début du siècle, associés à un régime politique (Porfirio Díaz) honni par l'idéologie postrévolutionnaire, à une économie dominée par les étrangers et à une forme de peuplement précaire et instable⁹.

8. La nationalisation du savoir est encore perceptible dans certains écrits contemporains ; par exemple, dans une série de quatre ouvrages sur la frontière Mexique-Belize, la catégorie « *mestizo* » utilisée dans le recensement bélizien est transformée en « mexicain » dans les analyses (Arnaiz Burne, 1993a : 125). Pour une étude du nationalisme méthodologique dans les sciences sociales, voir Wimmer, Glick Schiller, 2003.

9. Sur la peinture murale qui décore le congrès de l'État de Quintana Roo, Elio Carmichael, peintre mexicain d'origine bélizienne, accorde une large place à la « rencontre de deux cultures » (indienne et espagnole) (voir Buenfil y Carrillo, 2005). Au milieu d'une centaine de personnages, un seul individu noir est représenté comme esclave, avec des chaînes autour du cou et un masque africain dans la main, image générique en décalage avec l'histoire locale. Ce « noir imaginaire », exotisé, africanisé, esclavisé, répond aussi à un autre stéréotype, celui de l'indien précolonial, prince guerrier, constructeur de pyramides.

La diaspora post-esclavagiste : de l'Amérique Centrale au Mexique

C'est à une autre histoire, aujourd'hui largement oubliée, que s'intéresse cette recherche, en replaçant le Quintana Roo dans la dynamique des migrations post-esclavagistes caribéennes. À la diaspora noire liée à la traite et au colonialisme, qui marque les relations triangulaires entre Europe, Afrique et Amérique, succèdent, après les abolitions de l'esclavage tout au long du ^{xix}^e siècle, de nouvelles diasporas des descendants d'Africains nés dans les Amériques : migrations de travail dans la Caraïbe, retour en Afrique, départ vers les métropoles européennes ou d'Amérique du Nord. À la fin du ^{xix}^e et au début du ^{xx}^e siècles, en particulier, les migrations de travailleurs de la Caraïbe anglophone et, dans une moindre mesure, francophone accompagnent la croissance économique de l'Amérique centrale, notamment les enclaves de la côte atlantique (construction du canal de Panama et de lignes ferroviaires, plantations) dans un contexte de lois migratoires très générales ou largement permissives (sur le Honduras, voir Euraque, 1998, Chambers, 2010 ; sur le Guatemala, Opie, 2009 ; sur le Costa Rica, Chomsky, 1994, Harpelle, 2000, Putnam, 2002 ; sur le Panama, O'Reggio, 2006 ; sur le Salvador, Loucel, 2011). Dans un deuxième temps, les années 1920-30 voient l'adoption, en Amérique centrale, de politiques migratoires restrictives, limitant ou prohibant l'accès aux territoires nationaux de certaines « races » ou nationalités. À l'échelle du continent, David Cook-Martín et David FitzGerald (2010 : 15) identifient un pic des pays ayant adopté une législation contre l'immigration des populations noires à la toute fin des années 1930. Les travaux insistent sur la recrudescence des nationalismes, prenant parfois des tournures xénophobes, sur la mobilisation d'un discours populiste du métissage et sur les difficultés économiques de la région qui amènent à privilégier les travailleurs nationaux. La racialisation des politiques migratoires et la restriction de l'immigration touchent l'ensemble du continent américain dans les années 1920-40 ; elles concernent plus particulièrement les populations de la Caraïbe (îles, côtes de l'Amérique centrale).

Si ces migrations sont désormais connues, les travaux s'arrêtent aux frontières de l'Amérique centrale et ne concernent pas le Mexique¹⁰. Comme si les migrants, après avoir parcouru les côtes du Panama, du Nicaragua, du Honduras, du Costa Rica, du Guatemala et du Belize, enjambaient le Mexique pour mieux continuer leur route vers les États-Unis. Un tel silence historiographique renvoie sans doute en partie à la non association du Mexique à l'économie de plantation dominée par les

10. Sauf quelques rares exceptions comme les travaux de Jorge Victoria (2009, 2011) sur les « negros franceses » (noirs français), au début du ^{xix}^e siècle, dans la péninsule du Yucatán ou un texte de Laura Muñoz Mata (1997) qui évoque le sujet de façon générale. Le nord du Mexique a été un peu plus étudié (voir chapitre 1).

intérêts nord-américains propre à l'Amérique centrale ; pourtant, le sud du Quintana Roo constitue bien lui aussi une enclave, liée à l'exploitation forestière, sous contrôle britannique d'abord puis étatsunien. Ce non-dit est sans doute également lié au caractère marginal de la région dans le « grand récit révolutionnaire » national. Un des objectifs de cet ouvrage sera donc de replacer le Mexique, à partir de l'étude du sud-est du pays, dans ces diasporas afrocaribéennes postcoloniales, qui ne seront pas vues comme un phénomène périphérique mais comme une dimension structurante de la naissance du Territoire de Quintana Roo.

Par ailleurs, Lara Putnam (2010, 2013) propose d'adopter une perspective régionale, afin de dépasser les logiques strictement nationales de mise en place de législations restrictives. Selon elle, ce tournant soudain et généralisé ne trouve son explication qu'au niveau supranational (Putnam, 2010 : 278). Elle établit l'origine de ces bouleversements dans la politique migratoire des États-Unis et plus précisément dans l'adoption du Johnson-Reed Act du 26 mai 1924. Celui-ci applique les principes eugénistes et la notion d'assimilation culturelle à la politique migratoire étatsunienne. Les colonies de la Caraïbe anglophone sont intégrées à un système de quota, qui fixe un nombre maximum d'immigrants pour la Grande Bretagne. Cette mesure signe l'arrêt *de facto* de l'immigration jamaïcaine, barbadienne, bélizienne, etc. vers les États-Unis, alors même que la loi ne fait aucune référence à la race. « This nominally race-neutral rule was made to function as a near-total ban on immigrant visas for British Caribbeans. Total black immigration into the United States – counting arrivals from across the Americas and around the world, but comprised in its great majority of British Caribbeans – dropped from over 12000 arrivals in 1923 to under 800 in 1924 » (Putnam, 2013 : 82). Dans la dynamique des relations de pouvoir entre États-Unis et Amérique centrale, l'Amérique centrale aurait alors reproduit cette politique, devenant un rouage périphérique de l'appareil de contrôle migratoire étatsunien. Cette « géopolitique de la biopolitique » passe en particulier par des arènes internationales, comme la première Conférence pan-Américaine d'Eugénisme et Homiculture à la Havane en décembre 1927 au cours de laquelle les représentants centre-américains ont explicitement affirmé leur volonté d'adopter des politiques migratoires identiques à celle des États-Unis¹¹.

La dimension globale mise en avant par Lara Putnam est également essentielle au Mexique ; de fait, plusieurs auteurs ont souligné la forte dépendance des politiques migratoires mexicaines vis-à-vis des États-Unis (Yankelevitch, 2011). Il est néanmoins intéressant de souligner que la première mesure limitant l'immigration des populations noires au Mexique

11. La démonstration de Lara Putnam va encore plus loin et l'effet « boule de neige » ne s'arrête pas là : non seulement les politiques migratoires des États-Unis se répercutent sur l'ensemble des politiques centraméricaines, mais elles provoquent des troubles dans les îles de la Caraïbe anglophone où la main d'œuvre ne trouve plus à s'employer à l'extérieur (ni aux États Unis, ni en Amérique centrale), troubles qui seront eux-mêmes à l'origine d'agitations anti-asiatiques dans les colonies anglaises.

date du 13 mai 1924 (circulaire secrète n° 33, voir chapitre 3). Elle est donc antérieure, de quelques jours, au Johnson-Reed Act (26 mai 1924), dont on ne trouve aucune référence explicite dans les archives de l'Institut National de Migration. Au-delà, la réflexion ouverte par L. Putnam permet de poser quelques-unes des questions centrales de cet ouvrage. J'en retiendrai trois.

Premièrement, Lara Putnam interprète en partie la synergie entre les États-Unis et l'Amérique centrale en termes de développement simultané d'idéologies populistes et identitaires (nativisme aux États-Unis, métissage en Amérique centrale). Comme l'ont montré plusieurs auteurs sur l'Amérique centrale (Euraque, Gould, Hale, 2005 ; Gudmundson, Wolfe, 2010), l'affirmation de l'unité nationale passe par la recherche d'une homogénéité raciale qu'incarnent les politiques de métissage et dont la mise à l'écart des populations afrocaribéennes est une expression. En ce sens, l'analyse de L. Putnam semble particulièrement pertinente pour le Mexique, figure emblématique du métissage dans le projet politique et le discours intellectuel en Amérique latine. Pourtant, en quoi le métissage mexicain est-il comparable au métissage panaméen ou costaricien ? Ne risque-t-on pas de naturaliser une catégorie qui, si elle a certes été utilisée dans l'ensemble de l'Amérique latine, doit avant tout être déconstruite et contextualisée ? Je m'intéresserai donc à la place accordée dans l'idéologie du métissage, au Mexique, aux individus noirs et étrangers ; au-delà du rôle des élites nationales, le plus souvent étudiées, j'interrogerai aussi la mise en œuvre de politiques du métissage à un niveau décentralisé, dans une des périphéries de la nation, dans le Territoire de Quintana Roo.

Deuxièmement, le Johnson-Reed Act n'impose pas de quotas pour les migrants originaires du Mexique et de l'Amérique centrale en général. Cette absence de contrôle s'accompagne d'un chantage implicite, pour L. Putnam : si le Mexique et l'Amérique centrale n'adoptent pas les politiques étatsuniennes contre les Afrocaribéens, les États-Unis limiteront l'immigration des Latino-américains. Une telle analyse met en lumière une caractéristique centrale de la situation mexicaine : le lien entre politiques d'immigration et d'émigration, comme le soulignait Andrés Landa y Piña, directeur du Département de migration, dès 1934 (Landa y Piña, 1934). De fait, Manuel Gamio, célèbre anthropologue ayant également occupé des postes de responsabilité dans l'administration mexicaine durant toute cette période, a les yeux tournés vers les États-Unis. Il est surtout préoccupé, à la fin des années 1920, par d'éventuelles restrictions concernant la migration des Mexicains. Si le voisin du nord affecte la définition des politiques migratoires mexicaines, c'est au moins autant à ce niveau, dans la corrélation entre émigration et immigration, que par l'imposition de mesures devant être imitées. Le « rapatriement » des *braceros* (travailleurs manuels) mexicains des États-Unis au Mexique après la crise de 1929 a ainsi des conséquences jusque dans le Quintana Roo. Les caractéristiques sociodémographiques, les conditions de travail et de logement des migrants ont été étudiées par Manuel Gamio (2002) ; l'accueil parfois

réservé des Mexicains aux États-Unis, le sentiment de ne pas avoir les mêmes droits ont été interprétés en termes de discrimination raciale et de domination de la population anglo-saxonne sur la population *mestiza* (Alanís Enciso, 2003), les Mexicains rejoignant les populations noires étatsuniennes en termes de subalternité. Le statut des *braceros* a ainsi incité gouvernement et intellectuels mexicains à défendre et valoriser le *mestizo* (ou le *latino* ou l'*hispano*) face au nord-américain tout en étant confrontés à une même dynamique de minorisation des *mestizos* et des populations noires.

Troisièmement, L. Putnam met en lumière la nature des appareils administratifs nationaux en matière de migration, non seulement pour imposer un modèle spécifique aux pays environnants, mais aussi au niveau de l'efficacité des mesures adoptées. Avec le Johnson-Reed Act, les États-Unis mettent en place une législation basée sur un quota national concernant les Britanniques; elle est pourtant interprétée en termes raciaux par la presse et les intellectuels aux États-Unis (Putnam, 2013) et aboutit de fait au ralentissement radical de l'immigration des afrocaribéens. La force de l'administration étatsunienne est telle que, au travers d'une quantification précise des flux, du rôle de ses agents migratoires et consulaires, ou même du relai des autres nations de la région, elle obtient le résultat souhaité (la diminution des travailleurs migrants caribéens) sans avoir recours à des mesures racistes. Je propose dans la même logique de mener une socio-histoire de l'administration « comme espace intermédiaire entre la loi et les étrangers » (Spire, 2005 : 11) du Territoire de Quintana Roo me conduisant à distinguer deux moments. Tout d'abord, on le verra dans les chapitres suivants, la mise en place d'une législation ouvertement coercitive et raciste, initiée par Alvaro Obregón et surtout matérialisée par Plutarco Elías Calles à partir de décembre 1924, pourtant incapable d'entraver les flux migratoires visés, au moins dans le cas de l'immigration des populations noires béliziennes vers le Quintana Roo. Ensuite, avec l'arrivée de Lázaro Cárdenas au pouvoir (décembre 1934), le gouvernement adopte des mesures n'ayant en apparence aucune connotation raciale, et qui transfèrent la responsabilité migratoire de l'extérieur à l'intérieur des frontières, du migrant au national. Ses conséquences ne se font pas attendre dans le Quintana Roo : la « question noire » disparaît et le modèle de société mexicaine *mestiza* s'impose.

Le métissage questionné par les étrangers noirs

Marqué par une multiplicité de glissements sémantiques liés à l'extension géographique et historique de son usage (« *mestizaje* », « *miscegenação* », « *miscegenation* », « *creolization* »), le terme « métissage » est régulièrement abandonné, dans le débat intellectuel, au profit de nouveaux

concepts (hybridation, transculturation, branchement, bricolage, créolité). Je renoncerais ici à un usage analytique du terme – auquel j'ai eu recours dans des recherches antérieures (voir Cunin, 2003) – pour privilégier une approche du métissage en tant qu'objet de recherche dont il s'agit de comprendre les logiques sociohistoriques de construction, naturalisation, transformation, etc. (voir Le Menestrel, 2012: 162, pour une réflexion critique récente sur le métissage). J'aborderai le métissage dans le contexte bien particulier du Mexique, notamment du Mexique postrévolutionnaire, comme une stratégie et idéologie politique visant à « faire la nation », pour reprendre le titre d'un ouvrage célèbre de Manuel Gamio. J'interrogerai l'existence d'une « politique de métissage » qui produit le *mestizo*, comme fiction d'une homologie entre race, nationalité et citoyenneté. Si le projet *mestizo* est considéré comme un mythe (Urias Horcasitas, 2002: 97) dans la mesure où il repose sur l'intégration infériorisante des populations indiennes, il n'en a pas moins des conséquences politiques et sociales sur les modalités de l'appartenance à la catégorie *mestizo*. Il s'agira ainsi d'interroger la superposition entre nationalisme et métissage, à la lumière des politiques migratoires et des classifications raciales, à un moment bien précis de l'histoire du Mexique, dans la première moitié du xx^e siècle. C'est aussi pourquoi je conserverai les termes *mestizo* (métis), *mestizaje* (métissage) pour bien signifier leur ancrage dans un contexte sociohistorique particulier et leur appréhension comme catégories pratiques d'action. Dans la même logique, j'y reviendrai, je privilégierai les mots *negro/negra* et *raza* aux vocables génériques noir/noire et race chaque fois que je m'intéresserai à l'usage, la signification et la portée de ces catégories dans les dynamiques sociales étudiées au Mexique.

Après la perte d'une grande partie du territoire national au xix^e siècle, après plusieurs décennies de gouvernement autoritaire de Porfirio Díaz, après les combats fratricides qui ont marqué les années 1910, la question centrale qui domine les débats intellectuels est celle de l'« identité nationale mexicaine », qui prend elle-même la forme d'une réflexion sur l'intégration des populations indiennes. Sans doute la question du nationalisme est-elle plus ancienne et s'ancre-t-elle dans le processus d'indépendance du début du xix^e siècle puis dans les écrits de patriotes créoles comme Fray Servando Teresa de Mier ou Carlos María de Bustamante et d'intellectuels libéraux comme Justo Sierra (Brading, 1998). Il n'en demeure pas moins que le projet révolutionnaire vise à constituer une société nationale qui accorderait aux populations indiennes les mêmes garanties qu'aux autres citoyens. La référence à la catégorie de *mestizo*, comme synonyme de « race nationale » ou de « mexicanité », doit permettre de résoudre les différences socio-historiques et les antagonismes raciaux¹². Alan Knight

12. On retrouve des logiques comparables dans plusieurs pays d'Amérique latine. Voir notamment pour Cuba, de la Fuente, 1998; sur le Pérou, de la Cadena, 2000; au Honduras, Euraque, 1996. Néanmoins certains auteurs font du Mexique le pays où la réalité du métissage est la plus forte (voir par exemple Maclachlan, Rodríguez, 1980).

(1990: 86) montre ainsi à quel point la figure du *mestizo* incarne le nouveau régime révolutionnaire: il apporte tout à la fois la garantie d'une certaine distanciation avec le gouvernement – élitiste, xénophile – de Porfirio Díaz, tout en étant compatible avec les propositions du nationalisme unificateur, en symbolisant la révolte des opprimés face à la population blanche dominante, et en coïncidant avec le statut des révolutionnaires du nord. Un courant intellectuel qualifié de « mestizophilie » (*mestizofilia*) (Basave Benítez, 2002), présent chez plusieurs intellectuels du xix^e siècle (Vicente Riva Palacio, Francisco Pimentel, Agustín Aragón, Ricardo García Granados), atteint une ampleur renouvelée avec Andrés Molina Enríquez avant d'alimenter l'idéologie postrévolutionnaire. Aussi bien, Andrés Molina Enríquez est considéré comme le théoricien du « nationalisme *mestizo* » mexicain (Basave Benítez, 2002). Or ce métissage, s'il se définit en termes raciaux (voir chapitre 2), ne se réduit pas à une question raciale et renvoie également au mode de propriété des terres et au type de pouvoir politique, considérés comme les outils permettant de construire une nation *mestiza*. « La question agraire et l'autoritarisme sont ainsi les deux fondements pour forger le Mexique métis » (Basave Benítez, 2002: 85). C'est pourquoi mon analyse de la production d'une société *mestiza*, dans le sud du Territoire de Quintana Roo, s'appuiera sur la compréhension des logiques d'accès à la terre et sur les formes de gouvernance, notamment au travers de la mise en œuvre de politiques (migratoires, agraires, de colonisation).

De nombreux auteurs ont souligné les continuités existantes entre régimes postrévolutionnaire et porfiriste, notamment en termes d'idéologie raciale ou de politiques indigénistes. Alan Knight (1990) pose ainsi la question du lien entre Révolution et racisme. Alors que certains idéologues postrévolutionnaires vantent l'émergence d'une société non raciste, incarnée par l'intégration des populations indiennes et la figure englobante du *mestizo*, il faut également rappeler que la perception racialisante de la société et la croyance en l'évolutionnisme spencérien n'ont pas disparu. Ainsi l'indigénisme postrévolutionnaire s'apparente à une idéologie assimilationniste, élitiste et paternaliste qui sera largement dénoncée à partir des années 1970 (voir par exemple Bonfil Batalla, 2006 [1987]). C'est aussi l'époque du développement de l'eugénisme au Mexique, avec la création de la Société Mexicaine d'Eugénisme (*Sociedad Mexicana de Eugenesia*) en 1931 dont l'objectif est l'amélioration de la race (Stern, 2000). Ces années sont marquées par l'apparition de violentes mobilisations anti-Chinois et d'organisations racistes et xénophobes inspirées du fascisme européen (voir chapitre 2). De fait, d'autres auteurs vont encore plus loin en caractérisant le gouvernement postrévolutionnaire comme un régime raciste. Beatriz Urías Horcasitas (2007) s'arrête ainsi sur l'« histoire secrète » du racisme au Mexique et sur la méconnaissance de l'impact qu'eurent le fascisme et le nationalisme dans la première moitié du xx^e siècle. Elle parle de volonté de transformer la société par « dépuración raciale » (Urías Horcasitas, 2007: 11), de « révolution anthropolo-

gique » (Urías Horcasitas, 2007 : 12), en empruntant volontairement le terme à l'Italie fasciste, de figure de l'« homme nouveau » (Urías Horcasitas, 2007 : 26). Dans le Mexique postrévolutionnaire se combinent en effet des idées sur la race qui circulent depuis le xix^e siècle à des éléments plus modernes comme l'eugénisme et l'hygiène. Si elle ne met pas en évidence un « projet fasciste » ou un régime totalitaire, B. Urías Horcasitas dégage néanmoins, rétrospectivement, une même vision, au-delà des différences intellectuelles, pour créer une société racialement homogène (Urías Horcasitas, 2007 : 12). Or l'unité et la régénération raciales s'expriment dans l'idéologie du métissage. L'auteure appuie son argumentation sur l'étude des grands congrès internationaux auxquels ont participé des représentants du gouvernement et des intellectuels mexicains (*Congreso Internacional de Eugenesia*, *Congreso demográfico interamericano*) et sur la circulation des idées au sein de l'élite intellectuelle (eugénisme, hygiène, sociologie criminelle, franc-maçonnerie), au travers des revues (*Futuro*, *Crisol*). Certains en viennent même à associer l'État mexicain au racisme, à l'ethnocentrisme, voire à l'ethnocide (voir Castellanos Guerrero, 2000, pour un bilan des travaux sur la question) et tendent à assimiler le nationalisme mexicain au fascisme européen.

Une telle conclusion m'amène à deux types de questionnement. Dans quelle mesure, tout d'abord, cette idéologie raciale, voire raciste, diffuse-t-elle vers d'autres secteurs de la société, notamment les acteurs politiques ou les autorités locales, et imprègne-t-elle leurs pratiques ? Si certains auteurs ont pu parler de racisme d'État (Urías Horcasitas, 2007 ; Saldivar Tanaka, 2008 : 18), de phobie ethnique contre les migrants noirs (Yankelevich, 2011 : 186), de formalisation d'un « problème noir » (Saade Granados, 2009a : 296), en travaillant sur des sources situées au cœur même de l'État et de ses institutions, je me demanderai si de telles conclusions sont transposables sur une des marges de l'« État », qui sera ainsi « dénaturalisé » et abordé à partir de certains de ses acteurs, dans un contexte historique et géographique précis (le Territoire du Quintana Roo dans la première moitié du xx^e siècle).

Comment réintroduire, ensuite, une altérité autre qu'indienne dans ces réflexions sur le métissage et le racisme, à partir du cas de l'étranger noir, que l'on pourrait qualifier d'« autre autre » (l'autre de l'altérité indienne) et de « doublement autre » (noir et étranger) ? Je serai ainsi amenée à revenir sur les caractéristiques de la catégorie « noir » au Mexique, que j'écrirai sous sa forme espagnole (*negro/negra*) pour bien rappeler qu'il s'agit d'une catégorie pratique dont l'usage et la signification sont liés à leur insertion dans le contexte sociohistorique mexicain. Je ne prétends pas ainsi extraire le Mexique des dynamiques mondiales de la traite, de l'esclavage, du colonialisme et de leurs conséquences, mais rappeler qu'il est nécessaire d'interpréter localement des catégories qui sont aussi globales. Je différencierai les « *negros* coloniaux » des « *negros* migrants » : les premiers sont intégrés au métissage et à la nation, comme le montrent la catégorie « *afromestizo* » ou les travaux de Gonzalo Aguirre Beltrán,

même si cette intégration est hiérarchisée, racialisée et marginalisante et si les populations noires « coloniales » ne font pas partie du récit historique national¹³. Les « *negros* migrants », quant à eux, à la fois noirs et étrangers, sont exclus de l'idéologie du métissage et de l'identité nationale. En reprenant une distinction de Paola López Caballero (2011), dans le cas des populations indiennes, entre altérité endogène et exogène, je ferai l'hypothèse que les « *negros* coloniaux » incarnent une altérité endogène, insérée dans le projet national, alors que les « *negros* migrants » renvoient davantage une altérité exogène. Celle-ci, on le verra, est alors synonyme d'extranéité et donc d'exclusion de la nation, mais est aussi susceptible d'endogénéisation, reposant sur une logique de mexicanisation qui rend non pertinente ou non saillante la différence raciale.

L'identité nationale entre métissage et immigration

Les travaux sur l'immigration constituent un domaine d'analyse récent au Mexique, encore très marginal par rapport à l'immense bibliographie sur l'émigration, notamment vers les États-Unis. Il s'agit néanmoins d'un champ émergent, qui se structure autour de quelques « pères fondateurs » (González Navarro, 1993, 1994 ; Bonfil Batalla, 1993), de plusieurs institutions¹⁴ et de chercheurs de plus en plus nombreux. La majorité des études porte sur la fin du régime porfiriste et les 30 premières années du xx^e siècle. Le xix^e siècle est caractérisé par l'idée que le Mexique possède de vastes étendues non peuplées et des richesses naturelles non exploitées (González Navarro, 1994). Les étrangers sont perçus comme un facteur de colonisation, de croissance démographique et d'expansion économique (Palma Mora, 2006 : 51). Face à la pauvreté, l'analphabétisme, l'absence de qualification des populations indiennes, les étrangers sont dotés d'une mission civilisatrice, guidant la société sur le chemin du progrès, en termes de transfert de compétences, d'apport de capitaux, mais aussi de transformation raciale et de construction de la nation (Sánchez-Guillermo, 2007). La loi de colonisation de 1823 et la loi d'extranéité et nationalisation de 1886 facilitent l'installation des étrangers et leur acquisition de la nationalité

13. Avec l'affirmation du multiculturalisme au niveau national et international, apparaissent des mobilisations afromexicaines, politiques et culturelles, en particulier sur la Costa Chica et dans l'État de Veracruz, qui tendent à dénoncer l'idéologie du métissage comme excluante et à valoriser des dynamiques de différenciation. Il me semble néanmoins qu'elles s'inscrivent dans le métissage, comme idéologie et aussi comme cadre culturel, appareil politique, système de cooptation et d'incorporation (voir Hoffmann, 2011).

14. On citera notamment le rôle du *Centro de Estudios Migratorios* [http://www.AHINM.gob.mx/index.php/page/Libreria_AHINM] dans le soutien à la recherche et la publication. Celui-ci gère également l'*Archivo Histórico de l'Instituto Nacional de Migración*.

mexicaine. Le modèle est celui des États-Unis pour lesquels le succès économique est attribué, au moins en partie, à l'immigration. Pourtant, au Mexique, le flux migratoire reste très faible, alors que de nombreux projets de colonies, notamment agricoles, se soldent par des échecs. De fait les étrangers n'atteindront jamais 1 % de la population entre 1895 et 1990 (Salazar Anaya, 1996; Camposortega, 1997: 28). Aussi bien, entre 1851 et 1934, seuls 3 % des migrants européens en Amérique latine se sont dirigés vers le Mexique (Baeza, 2006: 55), lui préférant l'Argentine ou le Brésil.

La révolution change la vision du peuplement du pays. L'argument des richesses naturelles du Mexique, déjà questionné par certains intellectuels comme Francisco Bulnes ou Justo Sierra, est largement remis en cause. « L'illusion porfirienne de la nécessité d'une immigration étrangère abondante est née d'une double croyance: les ressources naturelles importantes et facilement accessibles du pays, une population autochtone insuffisante en nombre et en qualité » (González Navarro, 1974b: 24). Au début du xx^e siècle, le Mexique est considéré comme un pays pauvre économiquement, alors que ses ressources naturelles sont entre les mains des étrangers; en outre, l'hétérogénéité de la population est perçue comme un obstacle à la constitution d'une « société nationale ». Une politique sélective, restrictive et discrétionnaire concernant l'entrée des étrangers est alors instaurée (Palma Mora, 2006: 43) avec la mise en place de trois lois de migration (1908, 1926, 1930) et d'une loi de population (1936). De son côté, la Constitution de 1917 introduit de nombreuses limitations en termes de droits politiques, civils, d'accès à la terre pour les étrangers (Yankelevich, 2011). L'alternative indien/étranger alimente les débats; elle est résolue sous Cárdenas: le gouvernement ne doit pas favoriser les étrangers tant que les indiens n'ont pas un niveau de développement au moins égal à celui des *mestizos* (González Navarro, 1974b: 109). Les autorités concluent également à la faible contribution des étrangers au peuplement du territoire. Dans un État postrévolutionnaire qui met l'accent sur la répartition agraire, priorité est donnée aux Mexicains plus qu'aux étrangers. Dans les années 1930, la croissance de la population nationale est privilégiée, le peuplement doit garantir l'intégration nationale. Il vient renforcer le projet d'homogénéisation ethnique et culturelle de la société, particulièrement mobilisé par le gouvernement de Cárdenas.

Dans ce panorama, les travaux sur le Belize sont très peu nombreux (Casillas, 1994-1995; Salazar Anaya, 2010a) ainsi que ceux portant sur les populations noires, qui se réduisent à l'époque coloniale et ignorent les dynamiques post-esclavagistes des xix^e et xx^e siècles (Pla, Zárate, 1993; Martínez Montiel, Reynoso Medina, 1993). Cet ouvrage se situe donc dans ce double vide. Il s'inscrit aussi dans la continuité de quelques recherches récentes sur la définition ambiguë de l'« autre » en tant qu'étranger, entre rejet et admiration, sur la relation complexe entre identité nationale, métissage et racisme, sur l'orientation des politiques migratoires. Pablo Yankelevich (2004) a étudié l'article constitutionnel 33 qui permet au gouvernement d'expulser, sans justification, un étranger du